

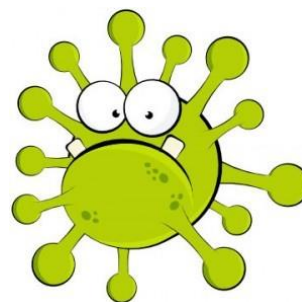


**m**ONTPELLIER 2020

## La lettre de Sursaut

Avril 2020, n°84

**Sisyphé face au coronavirus :**



Sisyphé est un héros de la mythologie grecque. Ayant offensé Zeus, il est livré au dieu de la mort, Thanatos. Mais Sisyphé réussit détourner son attention et à l'enchaîner à des menottes qu'il avait lui-même fabriquées. Ivre d'colère, le maître de l'Olympe le condamne à rouler un énorme bloc de rocher jusqu'en haut d'une montagne. Mais, systématiquement, la pierre échappe à ses mains dès qu'il atteint le sommet. Sisyphé est devenu ainsi l'un des symboles mythiques du combat éternel de l'homme contre la mort et contre les puissances divines. Camus lui consacra un livre en 1942, *Le mythe de Sisyphé*. Il y interroge les chances qu'il peut rester à l'homme enchaîné à un tel destin face à l'absurdité du monde.

L'arrivée du coronavirus replonge l'homme dans l'amer constat de sa fragilité lorsque des forces venant de la nature le menacent de toutes parts. Il doit renouer avec la force de Sisyphe s'il ne veut pas disparaître dans cet affrontement. Lucide cependant sur sa précarité de mortel, l'homme a-t-il, comme le héros grec, déjà perdu le combat ?

Les pandémies ont constitué, historiquement, l'une des figures répétitives des menaces vitales que la nature fait peser sur l'homme. Depuis l'Antiquité la peste et le typhus en ont représenté les principales manifestations. La grippe espagnole, survenue il y a tout juste un siècle, leur a succédé dans nos mémoires collectives contemporaines. Pendant longtemps l'homme s'est tourné vers les divinités pour chercher secours avant de confier progressivement son destin aux mains de la science médicale. D'abord balbutiante, cette dernière a désormais atteint un tel développement qu'elle semble parfois permettre à l'homme de nourrir l'illusion d'avoir acquis une protection corporelle absolue contre toutes les formes d'agression et de déchéance. L'irruption du coronavirus est venue brutalement rompre le charme de ces certitudes. Elle a fait glisser des mains de l'homme le beau rocher de tranquillité qu'ils pensaient avoir réussi à hisser au sommet de la montagne de maîtrise du monde. Les effets du covid 19 ont placé aujourd'hui la planète entière au bord de l'abîme. Médecins, chercheurs, politiques et économistes paraissent totalement dépassés et se réfugient derrière l'empirisme de seuls premiers réflexes de défenses immédiates. Ils décident de dresser à la hâte des barrages, seuls outils immédiats de prévention contre les flots de ce tsunami viral.

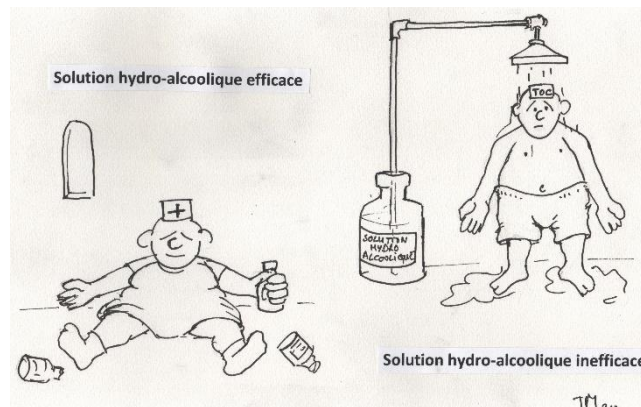


Illustration d'un item de l'accréditation – dessin de l'auteur

Dans cette conjoncture, le politique a aussitôt noué alliance avec les experts sanitaires pour appuyer ses décisions. Médecins et chercheurs se trouvent, du fait même, promus à une fonction première de référence politique. Leurs déclarations rythment nos vies 24 heures sur 24 par médias interposés. Politiques et experts de santé ordonnent des dispositifs de restriction de liberté inimaginables hier encore et imposent des comportements de protection très contraignants. L'armée a été récemment jointe à cet attelage. Faute de disposer de médicaments et de vaccins qui permettraient de porter remède, nos décideurs se contentent d'étaler dans le temps la propagation du virus afin de le contenir dans les limites actuelles de nos équipements hospitaliers en lits de réanimation. La seule solution consiste donc dans le confinement des populations, l'imposition de distances physiques et l'usage d'équipements de protection (masques, gants et solutions hydroalcooliques). Nous en avons mesuré rapidement les limites aussi bien en termes d'intendance (manque de stocks et difficultés de fabrication et d'approvisionnement) que d'efficacité thérapeutique immédiate et à moyen terme. Les difficultés de recueil des données statistiques y ajoutent un nouveau et troublant flou.

Cette confrontation aux limites de l'organisation de notre système de santé a très vite engendré des querelles en France. Les tenants des « y'a qu'à » ou « y'a qu'avait » montrant, pour la plupart, une facile et hypocrite propension à trouver chez l'autre la responsabilité de la situation. Ne nous leurrions pas, c'est l'ensemble des acteurs politiques et sanitaires en charge de notre pays depuis 40 ans qui doivent s'interroger car c'est l'ensemble des choix de la politique de santé menée depuis ces dernières décennies

qui se trouvent aujourd'hui mis en cause. Nous l'avions déjà souligné dans notre éditorial d'octobre 2019 consacré aux urgences hospitalières. A l'aube des années 1980, il a été décidé de soumettre les politiques hospitalières aux mêmes impératifs de gestion que n'importe quel autre produit économique. On a transformé la santé en produit marchand avec ses logiques de gestion et de profit. On a embauché, à ces fins, des kyrielles d'administrateurs gestionnaires en lieu et place des soignants. On a soumis les pratiques de soins à des cortèges de procédures et de protocoles et amputé d'1/3 de temps les activités des professionnels pour des tâches de comptes-rendus administratifs. Les finances des établissements ont été suspendues aux résultats de visites tri-annuelles d'inspecteurs accréditeurs. En 1981, l'une des 110 propositions de l'Union de la Gauche demandait la création d'un grand service de santé redéfinissant les liens entre le public et le privé, la tarification des établissements, la création de grands pôles nationalisés d'industrie et de recherche du médicament et la suppression de l'ordre des médecins. C'est malheureusement l'inverse qui a vu le jour.

Le débordement qu'invoquent les équipes de soin depuis plusieurs mois est donc multifactoriel : choix budgétaires s'exerçant à leur détriment, baisse de leurs effectifs, changement de nature et dévalorisation de leur fonction. Nombre de chefs de service qui se plaignent aujourd'hui de l'état actuel de leurs conditions d'exercice oublient leur contribution à la mise en place de ce nouvel ordre sanitaire. Lorsque l'on se rappelle de l'autorité absolue dont ils jouissaient jusqu'à la fin des années 1970, on peut légitimement penser que ces réformes hospitalières n'auraient jamais pu être adoptées sans leur aval. Il en est de même pour les politiques : les divers ministres de la santé qui se sont succédés depuis 1983 se sont tous contentés d'accompagner, à leur manière, la mise en place de ces dispositifs de santé. Nous en payons le prix aujourd'hui. On a déshabillé les effectifs soignants au profit des gestionnaires et des techniciens. On a abandonné une politique sectorielle d'implantation des services de soin. Nous mesurons actuellement non seulement l'inefficacité de cet exercice mais également son imprévoyance et son coût budgétaire.



Le hussard sur le toit (film de Jean Paul Rappeneau)

« Le choléra est un révélateur, un réacteur chimique qui met à nu les tempéraments les plus vils ou les plus nobles » Jean GIONO

Pendant le même temps, on a entretenu la population dans l'illusion d'avancées scientifiques et techniques qui allaient demain la rendre invincible voire immortelle. La réalité nous rattrape aujourd'hui. « *L'anatomie, c'est le destin* » rappelait Sigmund Freud : l'homme trimballe la finitude de son corps comme Sisyphe son rocher. Les différentes prises de paroles des experts continuent, pour la plupart, de se tenir sur fond de discours technocratique et gestionnaire. On argumente, certes, d'un devoir de protection des faibles et des fragiles mais sous le seul aspect organisationnel de logistiques d'équipements techniques et de maîtrise de flux. Nous ne faisons ainsi que repousser l'échéance de la confrontation à la question finale : l'extension de la pandémie le confrontera inévitablement à un moment ou à un autre aux limites de ses possibilités de contenir la mort. Les discours posés en seuls termes de chiffres ne peuvent pas suffire, pas plus que les discours guerriers. Le déroulement de nos vies ne se réglera jamais à coups de machines qu'elles soient gestionnaires ou techniques. Nous devons renouer avec les dimensions philosophiques de nos existences et des fraternités sociales qui nous lient. Pour prévenir la mort, il faut soigner nos vies.

Pour cela nous devons saisir les bouleversements que connaissent actuellement nos vies pour stimuler nos esprits et nos intelligences. Ne nous laissons pas écraser par des soumissions dépressives et confiner nos vies dans des replis individualistes entretenus par un gavage d'informations diffusées en boucle. Nous découvrons les richesses qu'offrent les réseaux informatiques : télé travail, école à distance, maintien des contacts familiaux et amicaux. Ils constituent une chance d'inventer de nouveaux liens sociaux. Les médias le peuvent également s'ils savent renouer avec leur véritable fonction culturelle. L'émission hebdomadaire *C politique* du dimanche soir sur la 5 a su se donner un nouveau format adapté aux contraintes actuelles. Elle nous a proposé le 22 mars une intervention remarquable d'Edgar Morin à propos du coronavirus. Le désordre qu'il amène nous montre, à ses yeux, l'évidence du faux monde social façonné par la mondialisation : il a créé des interdépendances mais pas de solidarité. La crise actuelle peut nous permettre de renouer, au quotidien, avec l'essentiel de nos existences individuelles et sociales. Elle peut constituer un début de possibilité de désintoxication de nos vies.



doodlesof.com

Nos gouvernances actuelles nous ont endormi dans le confort illusoire d'une fausse tranquillité d'un « ventre » maternel prenant soin de tous les aléas de nos vies. Elles nous entraînent dans l'acceptation de plus en plus nombreuses « *servitudes volontaires* » pour notre confort et notre sécurité. Nous rêvons tous de systèmes de santé disponibles pour nos moindres maux, de productions économiques prêtes à satisfaire chacun de nos besoins et de protections sociales nous protégeant de tout aléa de la vie. Nous acceptons, au nom des promesses des « principes de précaution », de sacrifier une part de plus en plus importante de nos libres arbitres et de nos intimités. Le coronavirus vient mettre à plat la fonction de ces illusoires « lignes Maginot ». Tels Sisyphe, il nous met face à nos destins d'humain, partagés entre un fatalisme défaitiste et la poursuite de rêves prométhéens. Suivons la route ouverte par Camus dans la conclusion de son ouvrage : « *il faut imaginer Sisyphe heureux* ». L'écrivain a écrit *Le mythe de Sisyphe* en 1942 alors que toute la France était confinée par l'occupation allemande et le régime de Vichy. L'impuissance que l'homme peut ressentir face à l'apparente absurdité de son destin ne le condamne pas pour autant à la privation de bonheur. Il n'a pas besoin pour exister d'un sens qui viendrait transcender sa vie : « *s'il veut être quelque chose, c'est dans cette vie* ». Le bonheur est lié à cette lucidité et à l'engagement dans le temps présent. Le coronavirus doit, pour nous, constituer un vaccin de rappel de ce qui constitue la force de nos destins d'hommes et de femmes et nous permettre de nous désintoxiquer de tout ce qui nous en éloigne.

## Une rupture salvatrice ?

**Gérard DORIVAL**

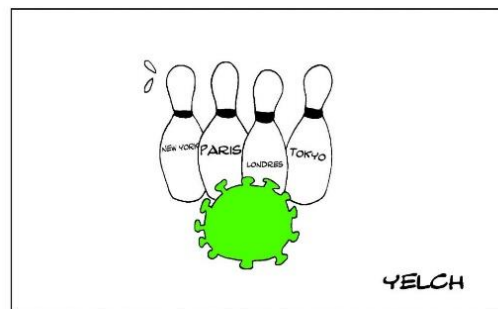
J'avais initié cette tribune AVANT et je l'intitulais « *Les finances publiques pour les "nuls"* », dont je fais évidemment humblement partie, quelque peu perdu depuis un certain temps entre par exemple Jean

Matouk d'une part et Thomas Piketty, ou les économistes atterrés, d'autre part. En bon social-démocrate, détaché de l'appartenance à un camp, je cherchais vainement entre eux une synthèse qui s'avère structurellement et conjoncturellement illusoire.

Et puis, le coronavirus est sinistrement arrivé et nous conduit au long confinement que l'on sait.

Les mesures prises économiquement constituent, par obligation, une rupture quant aux politiques précédemment adoptées : des dizaines de milliards de dépenses publiques pour faire face à l'ampleur considérable du chômage partiel et la prise en charge par l'Etat quasiment à 100% de dépenses alternatives : qui aurait pu imaginer à priori cela de la part d'un gouvernement d'essence libérale ?

En fait il n'y a pas d'autre solution, le "privé" ne pouvant se substituer, ce qui constitue une leçon économique et politique majeure pour l'avenir, quitte à produire une récession cumulative importante, dont nous souffrirons tous à notre tour.



### BOURSES DU MONDE ET CORONAVIRUS

Dessin de YELCH

Nous entendons parler également de nationalisations de grandes entreprises, perspective jusqu'à ce jour inconcevable ! La privatisation d'ADP, qui avait été loin cependant recueillir le nombre de pétitionnaires requis, semble être abandonnée.

La financiarisation de l'hôpital est à revoir et les services publics à nouveau à prioriser. Ce sera l'une des grandes leçons de la crise.

Le "droit de retrait" devrait être sollicité avec discernement, à partir d'une démarche à caractère citoyen et non un effet d'aubaine.

Les européens réagissent certes séparément mais dans le même sens, avec des débloquages de crédits considérables ce qui peut laisser augurer une certaine convergence, hors les britanniques alignés sur les américains

Sur le plan national, les dimensions partisans et idéologiques actuellement en sommeil seront à terme réactivées, ce qui est logique : une prise de conscience d'une certaine concorde reste cependant à espérer.

Les modèles antinomiques pourraient converger en partie plutôt que s'exacerber dans une confrontation frontale.

L'éducation par une autre approche entre parents et enseignants, entre parents et enfants, sont des acquis positifs de ce confinement. La sensibilisation à l'environnement devrait également y gagner.

Le civisme aussi. La participation aux élections municipales n'est pas mince, compte tenu du contexte et une multitude d'initiatives solidaires traduisent un surcroît de mobilisation citoyenne. Les ruées sur le papier Q en France comme des armes (!) aux Etats-Unis constituent des réflexes de peur irrationnelle. Le dépassement de la rupture pourrait être salvateur. Il y a eu l'avant et l'après Corona. Evitons de retomber dans les ornières du passé.

Toutes ces considérations périphériques ne sauraient éluder l'essentiel : une crise sanitaire exceptionnellement douloureuse pour des milliers de victimes. C'est évidemment à cela qu'il faut prioritairement s'attacher. Les dimensions économiques et financières constituent des résultantes qui s'avèreront révolutionnaires à terme mais la priorité absolue est aux soins.

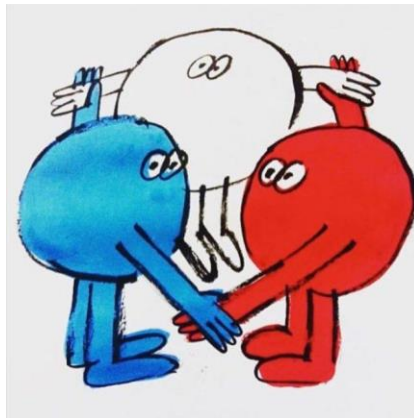
## Le bonheur est dans l'après

Jean Claude ALBERT

Mudaison

Le Journal du Dimanche du 22 mars nous dit que dans les 20 premiers jours de ce mois environ 188 000 articles de presse consacrés au Corona virus (ou Covid 19) ont été publiés en France. Face à ce tsunami médiatique, j'ai hésité, moi qui ne suis ni coronologue ni polémologue, à livrer quelques impressions fugitives sur ce combat contre un ennemi invisible au comportement imprévisible. Devais-je confiner mes pensées pour ne pas donner le sentiment d'enfoncer des portes entr'ouvertes, demi confinement oblige ? Peut-être. Mais observer la règle du silence que s'imposent les moniales n'est pas chose aisée pour un méridional, d'où mon bref message.

D'abord pour exprimer ma profonde gratitude envers tous ces médecins, soignants, éducateurs, envers également toutes celles et tous ceux qui ont pour tâche de nous nourrir, de nous protéger, de nous informer. Le corps médical et médico-social en particulier, par son dévouement permanent, a donné, une nouvelle fois encore aujourd'hui, tout son sens au troisième terme de notre devise républicaine, le mot « fraternité ».



Dessin pinterest.fr

La crise actuelle a permis à cette fraternité de s'exprimer concrètement à l'échelle européenne. Je pense à l'aide que vient de nous fournir l'Allemagne (dotée, rappelons-le au passage, de 25 000 appareils respiratoires contre 5000 en France) pour hospitaliser des français contaminés par le virus. Notre pays a d'ailleurs, lui aussi, fait preuve de solidarité en apportant un concours efficace à d'autres nations au début de l'épidémie.

Pour autant, mon attachement à l'Union européenne d'aujourd'hui en a pris un coup quand j'ai su que le Gouvernement tchèque avait couvert le détournement de centaines de milliers de masques chinois destinés aux hôpitaux italiens.

Faut-il pour autant désespérer d'une Europe que certains croient non réformable, et la détricoter ? Impossible à mes yeux. Quand on entend l'actuel président américain nous annoncer qu'à Pâques toutes les églises américaines seront bondées parce que le corona virus aura été définitivement confiné, je pense que notre pays a un devoir impérieux : s'engager dans le renforcement de l'Europe, mais d'une Union Européenne profondément transformée. Vœu pieux ? IL N'Y A PAS d'autre solution.

En attendant comment agir ? Comment, en cette période de semi confinement, où chacun essaie de s'évader de chez soi, et parfois de soi-même, mettre en pratique ce propos sur la quête du bonheur tenu récemment par le brillant philosophe André Comte-Sponville : « *je remercie les soignants qui font un travail formidable et courageux... mais pour soigner les maux de notre société je compte moins sur la*

médecine que sur la politique ; pour guider ma vie je compte moins sur mon médecin que sur moi-même » (JDD 22/03/2020).

L'action locale peut, et doit, en cette période difficile, être l'occasion de manifester une solidarité concrète. C'est souvent le cas. Dans nombre de villages ou petites villes de notre département et d'ailleurs on fabrique des masques, on joue de la musique à 20 heures pour remercier les soignants, les initiatives fleurissent pour aider les anciens ou les plus défavorisés ; nos médecins de campagne agissent en silence. Une situation anxieuse, difficile à vivre, mais durant laquelle, pourtant, l'humour ne perd pas ses droits. Le slogan « télétravail, famille, pâtes- riz » a fait un tabac sur les réseaux sociaux, tout comme le soutien de certains de nos concitoyens aux « sans papier hygiénique ».

Agir localement est-ce suffisant ? Non, bien évidemment. Mais tout citoyen a un devoir d'exemplarité : respecter les règles de la distanciation sociale. En espérant que, la période d'enfermement terminée, viendra le moment du rapprochement sociétal. On peut appeler ça le devoir d'égalité, deuxième terme de notre devise républicaine).

En attendant restons chez nous, le bonheur est dans l'après.

### Pas de primes aux abstentionnistes

Des mises en doute sur les résultats électoraux s'élèvent désormais systématiquement après chaque scrutin électoral sous le prétexte d'un important taux d'abstention. Elles sont le fait de politiques, généralement les battus du suffrage, mais elles sont amplement reprises par les médias et divers « experts » en politique. Elles reviennent régulièrement depuis les dernières élections présidentielles pour contester toute décision gouvernementale. Le même refrain est réapparu à l'occasion de la dernière municipale. Il a même été amplifié par le recours aux effets du coronavirus qui auraient faussé la donne en incitant beaucoup d'électeurs à rester chez eux.

Cette invocation fait trop d'honneur aux citoyens qui ne respectent pas leur devoir électoral. A eux seuls, en raison de leur attitude de désengagement, ils auraient le droit de faire et défaire une élection. C'est un grave mépris envers tous les autres citoyens qui se sont déplacés et sont aller voter. C'est en plus une déstabilisation dangereuse des fondements mêmes de la démocratie. Quelle pourrait être l'alternative au scrutin majoritaire sinon l'acceptation du diktat de minorités autoproclamées ?



Dessin de DELIGNE

Il est donc indispensable de rappeler que le vote n'est pas un simple droit que le citoyen pourrait utiliser à sa guise. Il est un devoir chèrement obtenu par de longs combats républicains. Les femmes ne l'ont obtenu qu'en 1944. Le suffrage universel direct pour les présidentielles a été décidé en 1962. Beaucoup pensent que l'obligation de vote devrait être inscrite dans la constitution et que l'abstention soit susceptible de sanction (financière ou administrative) comme c'est le cas en Belgique, en Italie ou au Luxembourg notamment. Beaucoup y opposent l'argument de l'inefficacité d'une telle disposition. Mais ce n'est pas parce que certains conducteurs ne respectent pas le feu rouge qu'il faille les supprimer. Là

encore, ce serait faire trop d'honneur aux contrevenants. Cette obligation de vote existe d'ailleurs actuellement dans notre Constitution. Elle concerne les grands électeurs chargés de voter pour l'élection des sénateurs. S'ils s'y dérobent ils ont une amende de 100 euros.

Il serait indispensable également que les inscriptions électorales se fassent automatiquement et non par démarche individuelle après 18 ans. Là encore, une telle labilité laissée au citoyen ne fait que renforcer l'idée que la vote est une démarche laissée au bon vouloir de chacun. Les idéologies libéralistes actuelles confortent l'individu dans une position de faire valoir tous ses droits allant jusqu'à celui de transgresser ses devoirs. A nos gouvernants, et aux médias souvent complaisants, de rappeler les principes intangibles des pactes sociaux qui fondent nos républiques et nos démocraties.

## Il y a un siècle naissait Boris VIAN

Il y a 100 ans naissait Boris VIAN. Ingénieur centralien, jazzman, chanteur, écrivain, son talent fut tel que Noël Arnaud a choisi de donner un titre pluriel à la biographie qu'il lui a consacrée, *Les vies parallèles de Boris Vian*. Pour beaucoup de contemporains, Vian est d'abord le créateur (et interprète) de chansons qui continuent d'animer les scènes nationales et internationales depuis la houleuse création du *Déserteur* interprété par Mouloudji en 1954. 10 ans plus tard, en 1964, Jacques Canetti et Serge Reggiani ont remis en lumière 100 des chansons de son répertoire. Le 14 mars dernier était programmé au théâtre Carrière du Château d'O de Montpellier un concert du groupe *Debout sur le zinc* qui lui était consacré. Il fut malheureusement déprogrammé par le confinement imposé par le coronavirus. Beaucoup de ses romans sont devenus emblématiques et ont fait l'objet de mises en scène cinématographiques., *J'irai cracher sur vos tombes* et *L'écume des jours*, pour n'en citer que deux.



Médée peinte par Eugène DELACROIX

Dans certaines versions du mythe qui lui est consacré, Médée aurait assassiné ses enfants pour leur donner l'immortalité

La période que nous traversons peut nous inviter à nous replonger dans un autre de ses romans, *L'arrache-cœur*, écrit en 1953. Il y invite le lecteur à suivre la trace d'un psychiatre, Jacquemort, et d'une maman, Clémentine. En début du roman, le premier débarque chez la seconde pour l'aider à accoucher de ses triplés, Joël, Noël et Citroën. S'en suit une narration mêlant poésie et crudité, fantaisie et émotions, sur fond d'absurdité à la fois iconoclaste et surréaliste. Elle se déroule en trois parties se resserrant, en final, sur le personnage de Clémentine dont les angoisses augmentent au fur et à mesure des libertés de mouvement de ses enfants. Il lui faut absolument les protéger de tous les dangers qui désormais les guettent.



« Comme je suis inquiète, se dit Clémentine, accoudée à sa fenêtre... Je ne sais pas où sont Noël, Joël, ni Citroën. En ce moment, ils peuvent être tombés dans le puits, avoir mangé des fruits empoisonnés, avoir reçu une flèche dans l'œil si un enfant joue sur le chemin avec une arbalète, attraper la tuberculose si un bacille de Koch se met en travers, perdre connaissance en respirant des fleurs trop parfumées, se faire piquer par un scorpion ramené par un grand père d'un enfant du village, explorateur célèbre revenu récemment du pays des scorpions, tomber d'un arbre, courir trop vite et se casser une jambe, jouer avec l'eau et se noyer, descendre la falaise et trébucher et se rompre le cou, s'écorcher à un vieux fil de fer et contracter le tétanos... ».

Intimement persuadée de la justesse de ses sentiments, elle veut absolument trouver la solution qui les protégerait de tout : « Je suis une bonne mère, pense-t-elle... Tous les accidents qu'ils risquent, j'y pense d'avance ». Elle rêve d'une « pièce bâtie, d'acier, une pièce invulnérable, un abri parfait ». Elle décide de faire construire par le maréchal-ferrant du village trois cages dorées pour ses petits qui resteraient ainsi sous son œil vigilant et protecteur. L'apprenti du forgeron, qui ne connaît depuis sa plus petite enfance que la maltraitance des adultes, contemple avec un certain émerveillement le spectacle qui s'offre à ses yeux. « Se retournant, il aperçut les trois cages. Elles s'élevaient au fond de la pièce vidée de ses meubles. Elles étaient juste assez hautes pour un homme pas très grand. Leurs épais barreaux carrés dissimulaient en partie l'intérieur, mais on s'y remuait. Dans chacune on avait mis un petit lit douillet, un fauteuil et une table basse... L'un des petits garçons demanda quelque chose, et la dame ouvrit la porte et entra près de lui en lui disant des mots si doux... ça devait être merveilleux de rester tous ensemble, comme ça, avec quelqu'un pour vous dorloter, dans une petite cage bien chaude et pleine d'amour ».

L'arrache-cœur peut constituer une fable de nos sociétés et nous faire réfléchir aux limites et ambiguïtés des notions de protection. Comme Clémentine, nos responsables politiques se sentent investis du devoir impérieux protéger leurs citoyens, ces derniers ne manquant pas, d'ailleurs, de leur rappeler en cas de défaillance. Ils s'évertuent à créer de belles cages dorées nous procurant le sentiment sécurisant d'être totalement protégés. Elles constituent cependant, à chaque fois, de redoutables pièges d'étouffement de nos libertés et de nos liens aux autres. C'est un des enseignements que nos démocraties devront s'atteler à tirer du coronavirus.

Boris Vian se savait depuis longtemps condamné par une grave insuffisance aortique. Il est mort prématurément à l'âge de 39 ans lors de la projection du film tiré de son roman, « J'irai cracher sur vos tombes ». Sa vie constitue un bel exemple de la force qu'un homme a su puiser face à un destin dont il se savait menacé depuis l'âge de 12 ans.

« La vie c'est comme une dent  
D'abord on n'y a pas pensé,  
On s'est contenté de mâcher  
Et puis ça se gâte soudain  
Ça vous fait mal, et on y tient  
Et on la soigne et les soucis,  
Et pour qu'on soit vraiment guéri  
Il faut vous l'arrache, la vie »

Extrait de *Je voudrais pas crever* (1952)

### La Lettre de Sursaut :

Rédacteur : Joseph MORNET

Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous. Vous pouvez transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph Mornet : [joseph.mornet6@orange.fr](mailto:joseph.mornet6@orange.fr)

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site [www.montpellier-2020.fr](http://www.montpellier-2020.fr)

## **BULLETIN D'ADHESION**

**Monsieur, Madame ou raison sociale :**

**Profession ou statut social :**

**Habitant**

**Ville :**

**Code postal :**

**Mail :**

**Téléphone :**

**s'acquitte de la somme de 25 € au titre de l'année 2020 payable par chèque à l'ordre de « association Montpellier 2020 »  
à adresser à : Eric PEREZ, Campagne Michel, 76 rue des Cétoines, 34090 Montpellier**

**Fait à :                    le**

**Signature :**